

Pour Gilles Sacaze et Frédéric Gallois, de la société de sécurité Gallice, le niveau de la menace va continuer d'augmenter en France

Terrorisme : « Il faut d'urgence remettre à niveau la réserve »

Islamisme radical

Cofondateurs de Gallice, Gilles Sacaze, ancien du service action de la DGSE, et Frédéric Gallois, ex-commandant du GIGN, estiment que **les autorités doivent faire sauter des dogmes dans la lutte contre le terrorisme islamique** et ne plus se cacher derrière le seul renseignement.

Interview Pascal Airault

Les récents attentats en France ont provoqué le décès de plus de 200 personnes. La réponse des autorités contre le terrorisme islamique est-elle à la hauteur de la menace encourue ?

Gilles Sacaze : Nos responsables sont assez informés pour comprendre les enjeux sécuritaires, mais certains ne veulent pas désigner l'ennemi. Celui-ci n'est pas le terrorisme, mais l'islamisme radical. L'état d'urgence est une mesure ponctuelle pour faire face à une situation exceptionnelle. Elle doit nous donner le temps d'appréhender la menace et de mettre en œuvre les politiques pour y faire face. Or, depuis le début de l'année, les autorités n'ont pas fait évoluer l'outil de lutte au-delà d'ajustements opérationnels. Il faut faire sauter des dogmes en termes de repréailles et ne plus se cacher derrière le seul renseignement. Celui-ci ne sert à rien s'il n'est pas suivi d'actions de neutralisation. Dans la lutte contre le terrorisme islamique, la France s'est donné les moyens d'intervenir à l'étranger (au Sahel, en Irak et ailleurs) pour éliminer la menace des djihadistes. Mais elle s'interdit de le faire sur le sol national ou européen. Il faut aussi mettre en œuvre une stratégie pour discréditer l'ennemi, pour le couper de son vivier. Nous devons contrer plus radicalement sa propagande et tarir ses sources de financement. Nous devons en parallèle redonner du rêve et des valeurs à tous nos jeunes. La bataille est avant tout culturelle...

Frédéric Gallois : Le niveau de la menace va continuer à monter en France. La capacité de résilience de la population montre déjà ses limites et l'Etat islamique fragilise la cohésion sociale du pays. C'est donc une question de stratégie politique. Droite et gauche ont commis des erreurs d'anticipation de la menace depuis plus de vingt ans et menti aux Français. Les dirigeants politiques successifs ont utilisé un discours rassurant pour réduire les budgets de la police, de la défense et de la justice. Cela s'est notamment traduit par la fin du service

« La France s'est donné les moyens d'intervenir à l'étranger pour éliminer la menace des djihadistes, mais elle s'interdit de le faire sur le sol national ou européen. Il faut mettre en œuvre une stratégie pour discréditer l'ennemi, pour le couper de son vivier »

militaire et de la défense opérationnelle du territoire (DOT). Cette dernière permettait de mobiliser les conscrits puis les réservistes pour déclencher des opérations de protection et de secours. Il faut remettre à niveau la réserve tombée à 28 000 hommes au sein du ministère de la Défense, contre 150 000 autrefois avec les conscrits. Je pense qu'il est aussi urgent de réaliser régulièrement une analyse stratégique de la menace, comme le fait la CIA au Etats-Unis chaque année.

GS : Les politiques ont été dans le déni. Les services algériens nous alertaient à la DGSE dès 1996 sur les jeunes de quartiers qui avaient des liens avec les combattants du Groupe islamique armé [NDLR : le GIA, composé essentiellement d'Algériens qui avaient fait leurs armes en Afghanistan et en Bosnie Bosnie-Herzégovine]. Qu'ont-ils fait de ces informations ? Rien. Cela perturbait la vision angélique de la société, d'une unité nationale de façade incarnée par la France black-blanc-beur. Khaled Kelkal [NDLR : le responsable de l'attentat du RER Saint-Michel, en 1995], c'était déjà Mohammed Merah.

Beaucoup pensent que la fusion en 2008 de la Direction de surveillance du territoire (DST) et des Renseignements généraux, voulue par Nicolas Sarkozy, était une erreur...

GG : L'affichage politique consiste à dire qu'en fusionnant les services de renseignement, on devient plus efficace. C'est un leurre. La preuve, les autorités sont en train de recréer une direction du renseignement territorial avec des compétences similaires au RG. Chaque service de renseignement possède ses spécificités (territoire, mode d'action...). Il faut les conserver et développer des synergies entre services. Il faut aussi conserver la spécificité des différentes forces d'intervention (GIGN, Raid, BRI...) et développer les appuis mutuels qui étaient limités pour des questions administratives ou de compétence territoriale. Espérons que les candidats ne remettent pas sur la table cette question des fusions lors de la campagne présidentielle de 2017...

Vous préconisez le recours au privé dans la gestion de la sécurisation des sites sensibles et des manifestations publiques...

FG : Les capacités de l'Etat sont employées à leur maximum dans un engagement total que l'on aura du mal à augmenter en raison des contraintes budgétaires. Le recrutement et la formation des forces de sécurité prennent des années. On peut rapidement trouver des marges de manœuvre en renforçant la réserve, les polices municipales, les moyens de vidéosurveillance des villes. Les collectivités locales et les entreprises ont aussi vocation à financer leur propre sécurité.

GS : Je suis jacobin. La priorité doit être de renforcer les moyens de l'Etat. Mais l'Etat a ses limites. Les centres de formation de la police sont surchargés. Il faut déléguer une part de la formation et de la protection au privé. Les autorités ont déjà eu recours au privé pour assurer la sécurité des navires français en proie aux pirates, pour assurer le transport de fonds. Le privé offre aussi des garanties et des solutions intéressantes pour sécuriser les manifestations sportives et culturelles.

Le modèle israélien est souvent évoqué. Est-il efficace ?

GS : Israël a réussi à décloisonner les mondes public et privé alors que la France entretient encore ce cloisonnement. Les questions de sécurité sont de la responsabilité de toute la société et pas seulement de l'Etat. Il faut la collaboration de tous les acteurs, notamment de proximité, pour détecter les signaux faibles des candidats aux attentats.

FG : Il faut tirer les leçons du Bataclan et de l'attentat de Nice. Deux militaires en armes devant le Bataclan n'auraient fait que deux victimes de plus. Par contre, si des agents de sécurité en civil et armés s'étaient trouvés à l'intérieur, cela aurait certainement permis d'atténuer le bilan. En Israël, le temps moyen de réaction à un acte terroriste est de 30 secondes, que l'intervention vienne d'un agent privé, d'un policier ou d'un militaire. Il faut aussi donner les moyens aux primo intervenants (policier municipal, gendarme, agent privé...), en service ou pas, d'agir rapidement. Ils doivent être armés et formés à la confrontation avec les djihadistes. Et donner enfin plus de souplesse aux autorités judiciaires pour faire de la prévention. Il n'est pas normal de ne pouvoir contrôler l'identité des passagers se trouvant dans un véhicule en dehors d'une infraction !

La prison est un des lieux de radicalisation. Est-on informé de ce qui se passe derrière les murs des centres pénitentiers ?

GS : Les prisons ont été abandonnées par l'Etat. Il faut redonner des moyens au bureau de renseignement pénitentier qui était jusqu'à peu un microservice.



« Les capacités de l'Etat sont employées à leur maximum dans un engagement total que l'on aura du mal à augmenter en raison des contraintes budgétaires », s'alarme **Frédéric Gallois** (en haut). « La priorité doit être de renforcer les moyens de l'Etat. Mais l'Etat a ses limites. Les centres de formation de la police sont surchargés », renchérit **Gilles Sacaze**.